



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport DICS
Rue de l'Hôpital 1, 1701 Fribourg

Office fédéral du sport
Service juridique
Rte principale 245-253
2532 Macolin

Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport DICS

Direktion für Erziehung, Kultur und Sport EKSD

Rue de l'Hôpital 1, 1701 Fribourg

T +41 26 305 12 02, F +41 26 305 1254
www.fr.ch/DICS

Réf: JPS/BGi/jd
T direct: +41 26 305 12 60
Courriel: benoit.gisler@fr.ch

Fribourg, le 20 mars 2014

Prise de position concernant la consultation sur la Loi sur les systèmes d'information de la Confédération dans le domaine du sport (LSIS)

Madame, Monsieur,

Par votre courrier du 27 décembre 2013, vous invitiez les cantons à prendre position sur le projet d'ordonnance cité en titre.

Suite à diverses réflexions menées à l'interne ainsi que dans le cadre de la CRTS-JS, nous pouvons d'une manière générale et dans son ensemble adhérer à cette nouvelle Loi.

Toutefois, certains éléments spécifiques ont retenu notre attention de manière particulière et font l'objet de remarques:

- > L'augmentation de la participation financière des cantons ;
- > L'augmentation des tâches demandées aux cantons et l'implication importante de ressources supplémentaires ;

Ci-dessous, nous nous permettons de vous soumettre certains commentaires en relation avec les différents articles de l'ordonnance proposée.

Section 3 Système d'information national pour le sport

Art. 11 Communication des données

¹ *Sur demande, l'OFSPPO peut donner aux personnes ou services suivants un accès en ligne aux données ...*

La proposition est de supprimer le « sur demande » et de changer le « peut donner » en « donne », car l'accès aux données pour les partenaires de l'OFSPPO ne devrait pas être soumis à une demande.

Art. 12 Participation aux frais

Le Conseil fédéral peut prévoir que les autorités et les organisations qui bénéficient d'un accès en ligne participent aux coûts de développement, d'exploitation et d'entretien du système d'information national pour le sport.

Sachant qu'une nouvelle banque de données est en projet, il nous paraît important de préciser cet article surtout en lien avec la partie développement. Ce n'est pas aux cantons d'assumer ces coûts.

La participation cantonale avait déjà suscité des remarques importantes lors de la consultation de l'ordonnance sur les systèmes d'information de la Confédération dans le domaine du sport (OSIS) en avril 2012.

Section 7 Système d'information pour l'évaluation des cours

De manière générale pour les articles 25 à 27, il ressort qu'une importante contribution des collaboratrices-teurs cantonaux J+S sera demandée et cette implication, lourde en ressources humaines, ne pourra pas être à la seule charge des cantons.

Art. 25 But

L'idée d'assurance qualité par l'évaluation des cours est une bonne chose, mais une certaine liberté devrait être laissée aux cantons, notamment pour la mise en application du concept de visites sur les lieux d'offres J+S.

Art. 26 Données

Le système actuel, par le biais d'un rapport général du chef de cours lié à une évaluation interne au cours, nous paraît cohérent et suffisant. Une multiplication de ces rapports par le nombre de participants et d'enseignants par cours apparaît comme totalement inappropriée en termes de ressources à fournir de la part des services cantonaux.

Art. 27 Collecte des données

Est-ce que l'OFSPPO prévoit de collecter les données de manière directe par exemple auprès des participants ? Les offices J+S seront-ils mis à contribution dans ce processus ? Dans un tel cas, les ressources de ces services ne seront pas suffisantes et la collecte de ces informations ne pourra pas se faire sans une contribution ou des moyens supplémentaires de la part de l'OFSPPO.

Art. 28 Communication des données

L'OFSPPO peut communiquer les données aux personnes ou organisations qui assurent l'organisation et la réalisation du cours ou de la formation.

La proposition est de changer le « peut communiquer » en « communique », car l'accès aux données pour les partenaires de l'OFSPPO devrait être automatique.

Nous vous remercions de nous avoir donné l'occasion de nous exprimer et vous adressons, Madame, Monsieur, nos meilleures salutations.



Jean-Pierre Siggen
Conseiller d'Etat, Directeur

Copie

—
M. Matthias Remund, directeur de l'OFSPPO